

仏政府、サイバーセキュリティのための国産ツール開発を進める

仏政府は、サイバーセキュリティのための5つの国産ツール・技術の開発を目的に、2013年にプロジェクト入札を開始した。予算は1億5000万ユーロ。具体的には、▽既存のタブレット又はスマホをベースとする、十分にセキュリティが確保された上で使い勝手のよい企業向けデバイス開発、▽サイバー攻撃の検出・調査ツールの開発、▽ビデオ及び音声のフィルタリングシステムの構築、▽産業システムの防護ツールの開発、▽情報システム保護ツールの開発、の5件が対象になった。プロジェクトごとの予算と選定企業名は公表されていないが、報道によれば、タレス（防衛電子）が最初の2件で選定されており、エアバス・サイバーセキュリティは2件目に応札したという。第2回のプロジェクト入札も始まっており、こちらの応募期限は4月末に設定されている。インターネット保護システム、中小企業向けソリューションの開発などのプロジェクトが対象となる。

これと関連して、政府は先頃、企業に対し十分なサイバーセキュリティを保証する24社を認定、「サイバーセキュリティ」ラベルを付与した。アトス（情報処理）、通信大手オレンジ子会社のオレンジ・シベルデファンス、エルコム（ソフトウェア）、ソジェティ（情報処理）などが認定を得た。

Les Echos 2015-01-27

【原文】

La France cherche à se doter d'outils souverains S. C.

Deux appels à projets, financés par les investissements d'avenir, ont été lancés par le gouvernement.

En même temps que le monde entier découvrait, par l'intermédiaire d'Edward Snowden, que la NSA avait mis en place un système de cyberespionnage à grande échelle, la France réfléchissait aux moyens de se doter de technologies souveraines en matière de cybersécurité. En 2013, le gouvernement a lancé, dans le cadre d'une enveloppe de 150 millions d'euros destinés aux investissements d'avenir, un premier appel à projet. L'objectif : faire émerger cinq outils ou technologies made in France.

Le gouvernement souhaite notamment faire fabriquer, à partir de smartphones et tablettes existants, des appareils destinés au monde de l'entreprise, suffisamment sécurisés mais pratiques et conviviaux. Selon nos informations, Thales, qui fabrique déjà des téléphones permettant des communications classées secret défense, fait partie des candidats choisis. Même chose pour la conception d'outils de détection

et d'investigation : l'industriel a été retenu pour fabriquer une sonde, tandis qu'Airbus Cybersecurity a déposé une candidature. Les trois autres appels à projet concernaient la conception d'un système de filtrage intégrant de la vidéo et de la voix, le développement de moyens de protection destinés aux systèmes industriels, auquel a participé également Airbus, et la fabrication d'outils préservant les systèmes d'information. On ne connaît pas encore les montants attribués, ni la liste exhaustive des gagnants.

Des solutions spécifiques

En attendant, un second appel à projet est en cours. Les candidats ont jusqu'à fin avril pour rendre leur copie. Il s'agit par exemple de mettre en place des systèmes de protection des réseaux Internet (voix, données...), de développer des solutions spécifiques pour les PME, qui n'ont souvent ni les moyens ni les compétences pour s'équiper, et de concevoir des logiciels d'investigation et de traçabilité dans les systèmes. En parallèle, la secrétaire d'Etat au Numérique, Axelle Lemaire, a remis à Lille la semaine dernière 24 labels « cybersécurité » censés donner des garanties aux entreprises. Parmi les lauréats : Atos, Orange Cyberdéfense, Ercom Sogeti...